

Analyse synthétique des résultats du sondage réalisé en janvier 2016 auprès de 354 professeurs des écoles

ENQUETE, association qui propose des outils ludiques de découverte de la laïcité et des faits religieux pour les enfants de primaire, et VERS LE HAUT, think tank dédié aux jeunes et à l'éducation, se sont associés avec le groupe de presse et d'édition BAYARD pour réaliser une étude avec l'institut Opinionway auprès de 345 enseignants du primaire sur l'enseignement de la laïcité et des faits religieux.

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une recherche portée au sein d' ENQUETE, par Lola Petit - Groupe Sociétés, Religions, Laïcités de l'École Pratique des Hautes Études - qui prépare une thèse sur l'enseignement de la laïcité et des faits religieux à l'école primaire.

La typologie des enseignants sur la question de l'enseignement des faits religieux

- LES « HOSTILES » : 37%
Sont opposés à l'enseignement des faits religieux et ne le pratiquent pas
- LES « OUI MAIS » : 24%
Sont favorables à l'enseignement des faits religieux mais ne le pratiquent pas
- LES « FAVORABLES ACTIFS » : 35%
Sont favorables à l'enseignement des faits et le pratiquent
- Les « CONTRAINTS » : 3%
Sont opposés à l'enseignement des faits religieux mais le pratiquent

La relation entre l'enseignement de la laïcité et l'enseignement des faits religieux

- La nécessité d'articuler l'enseignement des faits religieux et de la laïcité ne fait pas consensus (Cf. Q. 4 et 4 bis : 79% déclarent que l'enseignement de la laïcité est nécessaire pour enseigner les faits religieux contre 53% qui déclarent que l'enseignement des faits religieux est nécessaire pour enseigner la laïcité)
- L'idée d'une nécessaire articulation est néanmoins largement répandue chez les professeurs favorables à l'enseignement des faits religieux (Cf. Q. 4 bis -les favorables qui ne le pratiquent pas à 77% et les favorables actifs à 79%)

Les programmes

- L'inscription de l'enseignement des faits religieux dans les programmes ne fait pas consensus. Seule une courte majorité considère qu'il y figure (Cf. Q. 3 : 55% considèrent que c'est au programme)
- Il existe un plus large consensus, néanmoins il n'y a pas unanimité, sur l'inscription de l'enseignement de la laïcité dans les programmes (Cf. Q. 2 : 83% considèrent que c'est au programme)

Pistes d'explications (croisant les résultats du sondage et les données récoltées dans le cadre de l'enquête de terrain – entretiens et observations en classes)

- *Un manque de lisibilité et de communication du Ministère de l'Éducation Nationale.*
- *Une difficulté à mobiliser les corps intermédiaires (Inspecteurs, Conseillers pédagogiques) pour communiquer et relayer auprès des professeurs sur ces thématiques.*
- *Les professeurs n'actualisent pas leur connaissance des programmes*

- Une défiance des professeurs à l'égard des consignes/recommandations institutionnelles.
- Une surcharge des professeurs qui se sentent sollicités sur tous les sujets et défis sociétaux
- Une (trop grande) liberté d'interprétation des programmes, renforcée par un manque de lisibilité des programmes sur ces sujets ?
- La laïcité en tant que valeur républicaine fait consensus (malgré la diversité des conceptions qu'elle recouvre) tandis que l'enseignement des faits religieux fait écho aux polémiques sur la place des religions dans la société, dans l'espace public et notamment dans le champ scolaire. L'articulation de ces deux objets d'enseignement constitue un enjeu majeur, car si l'enseignement des faits religieux ne fait pas consensus, alors qu'il est inscrit dans les programmes, c'est bien parce qu'il existe des définitions plurielles de la laïcité. Le consensus sur l'enseignement de la laïcité (85% y sont favorables) n'est qu'apparent, il se fonde sur l'affirmation : « c'est une valeur républicaine ».

Une compréhension « floue » de la laïcité, des représentations multiples

- Les diverses conceptions et définitions de la laïcité produisent *a fortiori* des interprétations multiples sur ce qu'est ou ce que peut-être son enseignement (Cf. Q. 7 des réponses contradictoires. L'item 2 proposant une définition faussée de la laïcité « Enseigner la laïcité c'est enseigner que les expressions religieuses doivent demeurer dans l'espace privé », récolte 91% de oui. Dans le même temps ils répondent à 68% oui à l'item 4 « Enseigner la laïcité c'est apprendre la place que les différentes religions peuvent occuper dans la sphère publique »)
- Ce flou sur la définition de la laïcité mène à des mésinterprétations sur les finalités et contenus de son enseignement (Cf. Q. 12, 32% des professeurs disent qu'ils n'abordent pas l'enseignement des faits religieux parce qu'ils considèrent que les religions n'ont pas leur place à l'école laïque»). Cela atteste qu'ils ne connaissent pas la loi et/ou l'interprètent individuellement. Il faut souligner que la loi de 2004 fait, elle aussi, l'objet d'interprétations multiples, elle est source de confusion entre le cadre laïque scolaire qu'elle pose et la définition et les applications de laïcité hors du champ scolaire.

La difficile mise en œuvre

- 85% de professeurs se déclarent favorables à l'enseignement de la laïcité, mais seuls 76% le pratiquent. (Cf. Q. 5 et Q. 6)
- 59% de professeurs se déclarent favorables à l'enseignement des faits religieux, mais seuls 39% le pratiquent. (Cf. Q. 5 et Q. 6)
- L'enseignement des faits religieux dérange ou embarrasse plus que l'enseignement de la laïcité.
- Dans les deux cas, l'écart entre ceux qui se déclarent favorables et ceux qui le mettent en œuvre est, selon eux, en partie lié à un manque de formation initiale et continue et à un manque d'outils pédagogiques. (Cf. Q. 11, 12 et 13)

Le manque de formations et d'outils pédagogiques

- Sur l'enseignement des faits religieux, tous professeurs confondus : 82% considèrent que la formation initiale n'est pas suffisante et 87% que la formation continue n'est pas suffisante. (Cf. Q 15 et Q. 16)

- Les professeurs qui pratiquent l'enseignement des faits religieux : 67% déclarent avoir besoin d'outils, 32% de formation pédagogique sur la manière de faire, 29% de la formation théorique sur les faits religieux. (Cf. Q. 11)
- Les professeurs qui ne pratiquent pas l'enseignement des faits religieux : 36% déclarent que c'est parce qu'il ne sont pas assez formés (Cf. Q. 12). 37% déclarent qu'ils auraient besoin d'outils, 35% de formation pédagogique sur la manière de faire, 30% de la formation théorique sur les faits religieux (Cf. Q. 13)

Les disciplines de mise en œuvre (Cf. Q. 10)

- L'histoire : 72% des professeurs qui pratiquent l'enseignement des faits religieux le font dans cette discipline
 - *L'histoire apparaît aux professeurs comme une discipline d'inscription naturelle de l'enseignement des faits religieux. Mais il faudrait inciter les professeurs à expliquer/connecter cet enseignement des faits religieux aux pratiques religieuses sociales actuelles pour parer au risque de reléguer les religions dans un passé révolu.*
- L'EMC : 62% des professeurs qui pratiquent l'enseignement des faits religieux le font dans cette discipline
 - *Ce nouvel enseignement constitue une bonne porte d'entrée pour un enseignement articulé de la laïcité et des faits religieux.*
- L'histoire des arts : 29% des professeurs qui pratiquent l'enseignement des faits religieux le font dans cette discipline

Commencer dès le plus jeune âge (Cf. Q. 14)

- Il n'y a pas de consensus sur ce point mais une majorité, 61% des professeurs, déclare qu'avec les enfants de primaire « C'est le bon âge : les enfants sont curieux, ouverts à la réflexion et à la connaissance des autres »
 - *Mes observations en classe de cycle 3 attestent que les élèves de CM1 et de CM2 sont en mesure de saisir la complexité de ces sujets et se montrent intéressés.*

Les attentats (Cf. Q. 17)

- Ces attaques ont précipité une prise de conscience, mais on observe encore un décalage entre le point de vue sur l'utilité de chacun de ces enseignements et leur mise en œuvre : 74 % juge désormais plus utile l'enseignement de la laïcité mais seuls 51% l'ont mis en œuvre depuis ; 44% juge désormais plus utile l'enseignement des faits religieux mais seuls 20% l'ont mis en œuvre depuis.